



**PRÉFET  
DE LA  
CÔTE-D'OR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 1580 DU 24 OCT. 2025**

**VALANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES POUR L'EXPLOITATION  
D'INSTALLATIONS DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET TRAITEMENT DE DÉCHETS**

**Société EDIB  
(Élimination Déchets Industriels de Bourgogne)**

**Commune de LONGVIC (21600)**

**LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR,**

**Vu** le code de l'Environnement, en particulier l'article R 515-98 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

**Vu** l'avis ministériel du 08 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°285 du 22 mars 2021 autorisant la société EDIB à exploiter des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux, sur le territoire de la commune de LONGVIC (21600), sises 5 boulevard de Beauregard ;

**Vu** la mise à jour de l'étude de dangers présentée le 18 octobre 2017, complétée les 8 juin 2018, 13 septembre 2019 et 23 octobre 2019, par la société EDIB, relative au nouveau classement Seveso Seuil Haut des installations classées ;

**Vu** la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers de la société EDIB du 28 février 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 24 septembre 2025 en application de l'article R.512-46-22 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme dans les délai déterminé dans le courrier du 24 septembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers de la société EDIB a été transmise par courrier du 28 février 2025, soit après l'échéance prévue au 18 octobre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** en particulier au regard de l'avis du 08/02/2017 susvisé, que chaque item de la notice doit être développé au regard des évolutions du site depuis la dernière étude de dangers, que pour chaque item de la notice l'exploitant doit se positionner sur le caractère approprié des mesures de maîtrise des risques, sur la compatibilité de son site avec son environnement et sur la validité des mesures prises sur la base de l'étude de dangers du site et qu'enfin il doit se questionner pour chaque item sur les améliorations possibles dans la maîtrise des risques technologiques ;

**CONSIDÉRANT** que la notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers de la société EDIB du 28 février 2025 ne répond pas de façon satisfaisante aux dispositions de l'avis du 08 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 :**

La société EDIB, dont le siège social est situé au 5 boulevard de Beauregard à LONGVIC (21600), qui est autorisée à exploiter à la même adresse des installations de tri, transit, regroupement ou traitement de déchets dangereux ou déchets non dangereux, est tenue de respecter les dispositions complémentaires du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 :**

L'exploitant adresse au préfet avant le 30 novembre 2025 une notice de réexamen associée à une révision de l'étude de dangers de l'établissement ou une mise à jour le cas échéant.

Cette notice doit répondre à l'ensemble des dispositions de l'avis ministériel du 08 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso Seuil Haut.

En complément des dispositions sus-mentionnées, l'exploitant s'attachera à détailler et illustrer précisément l'analyse qu'il réalisera pour chacun des 11 items de l'avis ministériel susmentionné.

### **ARTICLE 3 :**

La révision ou la mise à jour de l'étude de dangers est conforme aux dispositions de l'annexe 3 « informations minimales devant être contenues dans les études de dangers » de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et mentionne les modifications précises effectuées vis-à-vis de l'étude de dangers actuelle.

#### **ARTICLE 4 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société EDIB.

#### **ARTICLE 5 : Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 6 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de LONGVIC sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général

  
Denis BRUËL

